Cinq cents ans de contrôle royal sur les produits agricoles tributaires d'Aksum

500 Years of Royal Control over Aksum Agricultural Commodities

Anaïs Wion

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/10749>

DOI : 10.4000/etudesrurales.10749

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2016

Pagination : 49-72

ISBN : 978-2-7132-2519-2

Référence électronique

Anaïs Wion, « Cinq cents ans de contrôle royal sur les produits agricoles tributaires d'Aksum », *Études rurales* [En ligne], 197 | 2016, mis en ligne le 01 juin 2018, consulté le 13 juin 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/10749> ; DOI : 10.4000/etudesrurales.10749

CINQ CENTS ANS DE CONTRÔLE ROYAL SUR LES PRODUITS AGRICOLIS TRIBUTAIRES D'AKSUM

Anaïs Wion

LA RÉGION AUTOUR D'AKSUM se trouve dans la partie septentrionale des hauts plateaux abyssins, dans l'actuelle région du Tegrāy. Elle est dotée de grandes potentialités agricoles du fait de ses immenses plaines de sédiments. Région géographiquement stratégique, elle est située sur d'anciennes routes reliant la mer Rouge aux hauts plateaux éthiopiens et, sur un axe ouest-est, les hautes et les basses terres. Il n'est donc pas surprenant que le peuplement humain soit très ancien sur cet espace convoité depuis la haute Antiquité. La civilisation préchrétienne, puis chrétienne, qui s'est développée dans le nord des hautes terres éthiopiennes et qui a étendu son influence jusqu'au sud de la péninsule arabique est d'ailleurs dénommée civilisation aksumite, en référence à ce centre politique et/ou religieux que fut Aksum. Il est probable que la disparition du pouvoir aksumite a entraîné un abandon relatif du site, entre le IX^e et le X^e siècle.

Au Moyen Âge, le Royaume chrétien est en pleine expansion, depuis un centre qui est la région Amhara en direction du sud. Aksum – au nord des hauts plateaux, soit à quelques journées de marche de l'Amhara située plus

au sud – devient alors un enjeu symbolique autant que géostratégique pour le pouvoir éthiopien. En effet, les souverains ré-investissent ces lieux afin de garder le contrôle de la région septentrionale des hautes terres, le Tigrāy, volontiers séparatiste, et afin de ne pas perdre celui de l'accès à la mer Rouge. S'appuyant sur le fait que certaines ruines aksumites sont chrétiennes, le pouvoir royal produit un discours symbolique fondé sur la croyance que les rois éthiopiens descendent du roi Salomon, que l'Éthiopie est la *Verus Israël*, et que l'Arche d'Alliance est conservée à Aksum. Contrôler et modeler les significations possibles de ce site monumental est une stratégie payante pour ce projet politique formalisé par le souverain Zar'a Yā'eqob (1434-1468). Il « invente » la tradition du sacre royal à Aksum, met en place et consolide l'attirail textuel légitimant les privilèges des souverains éthiopiens sur une ville devenue une véritable ville sainte [Hirsch et Fauvelle-Aymar 2001 ; Wion 2009, à paraître].

Les ressources symboliques mais aussi naturelles de la ville sont ainsi, depuis l'Antiquité jusqu'à la période contemporaine, l'objet de convoitise des différents pouvoirs, qui prétendent y avoir légitimement accès. Ces pouvoirs sont, d'ailleurs, plus souvent dépendants les uns des autres qu'antagonistes. Il s'agit des souverains, « héritiers du trône de David » ; du clergé aksumite, se prévalant de traditions anciennes, avec à sa tête le *nebura 'ed*, le chef laïc issu des grandes familles natives d'Aksum (les *balabat*) ; des différents réseaux monastiques ; des princes des régions septentrionales ; des gouverneurs mis en place par les souverains pour exercer l'autorité politique sur le Tigrāy. Les reconfigurations du partage des

pouvoirs entre ces acteurs sont nombreuses sur l'ensemble de la période et encore mal connues.

La rapide introduction de cet article ¹ place le contexte dans lequel les richesses agricoles de la région d'Aksum sont administrées et partagées. Pour analyser ces enjeux de pouvoir, qui sont aussi des enjeux d'écritures, il faut tenter de comprendre les mécanismes du droit foncier. Or les droits divers qui régissent l'accès à la terre restent un objet d'étude complexe, dont les modalités changeantes en fonction des périodes et des lieux requièrent des analyses ponctuelles. Si l'on reprend le cadre heuristique du « double domaine », tel que l'a défendu par exemple Berhanou Abebe [1971 : 7], on observe un domaine éminent, celui des souverains qui s'étend en théorie à l'ensemble du royaume, et un domaine utile, qui est « le droit d'usage reconnu à un tiers [par le souverain] soit sur un domaine, soit sur une parcelle » ou plus simplement, un droit d'usufruit. Par ailleurs, des parcelles paysannes peuvent être intégrées au sein d'un même domaine, ce qui superpose encore les types de tenures. Le propriétaire domanial jouit de la propriété directe et peut octroyer, moyennant une redevance, l'usufruit de parcelles de son domaine à des tiers. Cette cession peut être perpétuelle ou transmise par héritage, de telle sorte que plusieurs catégories de détenteurs de droits et de devoirs peuvent coexister sur une même terre [*ibid.* : 1-2]. La cession du droit éminent du souverain aux institutions religieuses et, parfois, aux personnes privées, est dénommée *gult*.

La littérature académique réévaluant régulièrement les statuts fonciers est suffisamment vaste pour ne citer ici que quelques repères.

Des catalogues décrivent les nombreux statuts existants sur l'ensemble du territoire éthiopien [Gebre-Wold Ingida-Worq 1962 ; Mantel-Niećko 1980] et pour celle du Šawā [Berhanou Abebe, *op. cit.*]. Sur le *gult*, il faut connaître les mises au point historiographiques de Shiferaw Bekele [1995 et 2001], ainsi que l'ouvrage de longue haleine de Donald Crummey [2000], et enfin les importantes avancées en termes de compréhension des modifications du droit privé sur la terre au XVIII^e siècle d'Habtamu Mengistie [2009]. Mais cette littérature aborde peu la question de la fiscalité et il est rare que l'on puisse décrire de façon détaillée l'ensemble des mécanismes d'imposition des produits fiscaux (en valeurs fiduciaires, en denrées agricoles ou en travail), depuis leurs lieux de production jusqu'à leur dernier destinataire. Cette lacune s'explique en grande partie par la structure même de la documentation éthiopienne. En effet, les textes produits par les lettrés et les fonctionnaires éthiopiens pour administrer les territoires agricoles sont peu diserts sur les questions pratiques de la gestion des ressources naturelles et agricoles. Les documents les plus nombreux sont des chartes de donations de terres agricoles, en statut *gult*, accordées en usufruit par le pouvoir royal à des institutions religieuses. Ces terres ne sont mentionnées que par des toponymes. Les documents ne donnent aucune indication sur

1. Je remercie, ici, Sabine Planel pour sa lecture attentive d'une première version de cet article et pour nos passionnantes discussions qui ont permis d'enrichir grandement mon approche de la question de l'impôt.

les limites d'un terroir². Par exemple l'hydrographie est totalement absente des textes alors que les cours d'eau constituent souvent des limites naturelles d'espaces exploités. Parfois les toponymes comprennent des éléments de désignation géographique : présence d'un point d'eau, d'une montagne tabulaire (*ambā*), par exemple, ou bien hautes ou basses terres, car cela a des significations au niveau du peuplement comme des ressources puisque le gradient d'altitude peut déterminer ce qu'il est possible ou non de cultiver. Mais ces documents ne nous apprennent quasiment rien des usages agraires des terres octroyées – plaine ? pâture ? bois ? colline ? – ni de ce qui est produit et encore moins des hommes qui y vivent et exploitent le territoire.

À partir de l'analyse d'un prélèvement royal observé à la source, la présente étude a pour objectif de comprendre comment un ensemble de territoires doit produire des denrées tributaires, comment celles-ci sont perçues et quantifiées, par qui, et surtout pour qui. Cet impôt est institué par le pouvoir royal afin d'être levé sur un territoire paysan désigné comme « pays de la Maison du roi », administré et perçu par l'administration liée à l'église d'Aksum. Il doit probablement être remis au camp royal lorsqu'il vient s'installer à Aksum ainsi qu'aux puissants et aux voyageurs sous protection du souverain. Nous avons identifié un document qui permet d'approcher la question de l'obligation fiscale et d'observer comment celle-ci permet aux pouvoirs politiques et religieux de modeler et de contrôler les pratiques paysannes. Une liste de perception de denrées fiscales, originellement émise par le pouvoir royal au XV^e siècle et ayant

force de loi jusqu'au début du XX^e, montre la valeur symbolique autant qu'économique de l'impôt sur les produits agricoles. Dans la perspective d'une histoire environnementale de l'Éthiopie, il s'agit à travers ce cas particulier de montrer comment l'environnement est conçu comme un territoire à exploiter, une ressource à contrôler et un espace sur lequel projeter des représentations à imposer à la collectivité.

Spécificités du corpus documentaire aksumitain

Aksum est un important centre d'archives régionales [Wion 2011] où furent copiés et préservés les documents fonciers le concernant tout autant que ceux des institutions alentours. Par ailleurs, Aksum étant lié au pouvoir royal et situé au centre de l'historiographie nationale chrétienne, une partie de ses documents administratifs a été copiée dans une compilation parfois désignée sous le titre de *Tārika Aksum* ou *Histoire d'Aksum*. De nombreuses copies de cette compilation ont été produites aussi bien par le scriptorium royal que à Aksum même. Ainsi, des documents purement administratifs ou à valeur légale y voisinent avec des textes historiographiques [Conti Rossini 1909-1910³; Huntingford 1965; Wion 2006⁴].

2. La tradition scripturaire et graphique éthiopienne chrétienne ne fait usage d'aucune forme de représentation de l'espace.

3. Cette *editio princeps* du corpus sera désignée ci-après par l'abréviation CRLibAks suivi du numéro du document.

4. Pour une évaluation critique de l'*editio princeps*.

Le document que nous allons analyser est une liste comptable des produits tributaires dus par les régions situées aux alentours d'Aksum⁵. Il est divisé en deux parties. La première détaille ce que les deux districts Ḥawastā et Ḥambarā doivent à la Maison du roi. La seconde précise les obligations envers l'église d'Aksum de divers districts, dont Ḥawastā et Ḥambarā, dans le cadre des fêtes religieuses et des commémorations royales.

Mais ce document n'a de validité que parce qu'il est soutenu légalement par la charte qui attribue la propriété domaniale en *gult* de ces terres à l'église d'Aksum Māryām Ṣeyon. Ce texte (CRLibAks I.1) est le suivant :

À la gloire du Père, du Fils et du Saint Esprit.

Nous, Abrehā et Aṣbeḥa nous donnons en *gult* à l'église d'Aksum. Ḥawastā jusqu'à ses confins ; Ḥambarā jusqu'à ses confins ; Farimā jusqu'à ses confins ; Anbā Ḥawastā ; Ta'āwadi et Ṣele'elo ; Af G^wamē et Saglāmen et Madog^wē ; Ad 'Aqayt⁶. Et cela n'a pas [été proclamé] par un porte-parole du roi ni par un gouverneur (*mak^wannen*) ni par un *awfāri*⁷, mais nous-mêmes nous l'avons accordé en *gult* et nous en avons fixé les limites. Nous qui avons institué et construit [l'église d'Aksum] afin que cela nous conduise au Royaume des cieux et afin que soit béni le fruit de nos entrailles qui siègera sur le trône de David.

Qui prend par la force et transgresse [ceci] qu'il soit excommunié par la bouche [du Père], du Fils et du Saint Esprit, pour les siècles des siècles, amen [...] ⁸.

L'objectif de cette donation⁹ est d'ancrer dans les premiers temps du christianisme et de la royauté éthiopienne la fondation de

l'église d'Aksum et sa légitimité à la propriété foncière. La prophétie accordant aux successeurs de Abrehā et Aṣbeḥa, rois semi-légendaires, le trône de David, fils de Salomon, roi de l'Ancien Testament, s'inscrit dans la mythologie politique et la phraséologie propres à l'idéologie salomonienne. Bien que les donateurs soient des rois légendaires et que *stricto sensu* cette charte soit un faux, cela n'empêche en rien le fait qu'elle soit « sincère » et qu'elle ait pour fonction d'authentifier le droit sur les terres citées de l'église d'Aksum. Cette charte fait partie d'un corpus de cinq actes royaux en faveur d'Aksum, attribués par des rois et une reine depuis cette période légendaire jusqu'à Zar'a Yā'eqob (1434-1468). Ces chartes sont toujours copiées ensemble dans le *Tārika Aksum*, et la dernière, celle de Zar'a Yā'eqob, réaffirme la légitimité des précédentes. Notre document (I.3) est copié à la suite de ces donations royales. Il en est donc de façon très claire un

5. CRLibAks n° I.3, Conti Rossini n'ayant édité le texte qu'à partir de deux manuscrits, A1 et A2.

6. Toutes ces terres sont situées dans les plaines autour d'Aksum.

7. L'*awfāri* était un chef militaire nommé par le souverain pour gouverner sur une région.

8. Voir Conti Rossini [1909-1910 : 20-21] et Huntingford [1965 : 29].

9. Il existe une autre version fort distincte (CRLibAks I.2) de donation en *gult* par Abrehā et Aṣbeḥa en faveur de l'église d'Aksum, qui n'est connue que par deux manuscrits. Elle est datable du XIX^e s. car l'ensemble des terres mentionnées dans cette charte sont celles qui donnèrent lieu à des litiges à cette période (d'après le document CRLibAks II.77).

addenda destiné à expliciter ce qui ne l'est jamais, à savoir comment doivent être administrées les terres qui sont accordées en *gult* à Aksum. Ce n'est bien entendu pas exhaustif et toutes les terres attribuées en *gult* ne sont pas mentionnées dans le document I.3.

Une exceptionnelle liste de perception

Six manuscrits¹⁰ du *Tārika Aksum*, copiés sur une période d'au moins 250 ans, comportent notre document. La première partie de ce document est structurée sous forme de liste de la façon suivante :

Impôt du pays de la Maison du roi
(*gebra*¹¹ hagar za-bēta neguš)

De Ḥawastā :

Siḥ Tāmbuk¹² : 5 *entalām* de grain (*ehel*)¹³, 5 *qwarā'e* de miel¹⁴, 5 pièces de coton¹⁵, un *entalām* pour l'offrande (*mabē'a*) à l'église¹⁶, un *kābo* d'huile¹⁷.

Bēta Qirqos : 5 *e.* de grain¹⁸, 5 *mādegā* de miel¹⁹, 5 pièces de coton²⁰, un *kābo* d'huile²¹.

[...]

et au total l'impôt de Ḥawastā [est] 75 *entalām* de grain²², 75 [mesure] de miel²³, 119 pièces de coton²⁴, [1] mesure de grain en offrande pour l'église²⁵, 3 *gabatā* et 1 *maslas* d'huile²⁶.

Impôt du pays de la maison du roi, [prélevé] de Ḥambarā

Ad Mesgānā²⁷ : 10 *entalām* de grain²⁸, 10 [mesure] de miel²⁹, 1 *entalām* de grain pour l'offrande à l'église³⁰, un *kābo* d'huile³¹.

Zangwi du bas : 5 *entalām* de grain³², 5 [mesures] de miel³³; 5 pièces de coton³⁴; 1 *entalām* de grain pour l'offrande à l'église³⁵, un *kābo* d'huile³⁶

[...]
Et au total l'impôt dû par Ḥambarā [est] 85 *entalām* de grain³⁷, 85 [mesures]

de miel³⁸, 11 *entalām* de grain pour l'offrande à l'église³⁹ et 3 mesures d'encens⁴⁰, 3 *gabatā* et 1 *maslas* d'huile⁴¹.

10. Voir la description de chacun de ces manuscrits en bibliographie.

11. Pour la polysémie du terme *gebr* (impôt mais aussi banquet) et le rôle complémentaire de l'impôt et de sa redistribution lors des banquets, voir M. Kropp [1988] et M.-L. Derat [2002].

12. E, A2, T, Z - Siḥ Tāmbuk ; A1- Šeḥ Tābuk ; D - Šiḥ Tāmbuk.

13. E - 5 enta ; A2, T - 5 *entalām* ekel ; A1 - Ø ; D - 5 *čan* ekel ; Z - 5 *čan* eḥel.

14. E, A2, Z, D - 5 *qwarā'e* ma'ār ; A1 - Ø ; T - 5 *mečat* mār.

15. E, A2, Z - 5 *farğ* ; A1 - Ø ; T, D - 5 *šamā*.

16. E, A2, Z - *entalām* mabā'e ; A1 - 5 *enta lām* mabā'e ; D, T - *čan* mabā'e.

17. E, A2, A1 - *kābo* qeb'e ; Z - *kā'ebo* qeb'e ; T - *ladān* qeb'e ; D - *ladān* qebānug.

18. E, D, A2, Z - 5 *entalām* ekel ; A1 - 5 *entalām* ; T - 5 *čan* ekel.

19. E, D, A2, T, Z - 5 *mādegā* ma'ār ; A1 - *mādegā* mār.

20. E, D, A2, A1, Z - 5 *farğ* ; T - 5 *šamā*.

21. E, D, A2, Z - *kā'ebo* qeb'e ; A1 - *kābo* qebē ; T - *ladān* qeb'e.

22. E, D, A2, Z - 75 *entalām* ekel ; T - 75 *čan* ekel ; A1 - 85 *entalām* ekel.

23. E, D, A2, T, Z - 75 ma'ār ; A1 - 85 *dābrē* ma'ār.

24. E, D, Z - 119 *farğ* ; T - 119 *šamā* ; A2 - 110 ekel 19 *farğ* ; A1 - 120 *farğ*.

25. E, D, A2, Z - *entalām* mabā'e ; T - *čan* mabā'e ; A1 - la-*entalām* mabā'e.

26. E, D, A2 - 3 *gabatā wa-maslas* qeb'e ; Z - 3 *gabatā wa-maslas* qeb'e ; T - 3 *mādegā ka-3 lādān* qeb'e ; A1 - 3 *gabata* et [un] *maslas* qeb'ā malanes.

Fig. 1. Manuscrit copié par le scriptorium royal de Iyäsü I (1687-1706),
contenant le Kebra Nagast et le Tarika Aksum.

Sur ce cliché, les folios 139v-140, avec la liste de perception sur le pays de la Maison du roi.
Reproduction avec l'aimable autorisation de la Hill Museum & Manuscript Library.

LA MAISON DU ROI

Le *bēta neguś* – littéralement « maison du roi » – peut bien entendu désigner la demeure du roi en tant que palais. Si le terme utilisé d'ordinaire pour définir le camp royal et les emplacements semi-nomades de celui-ci est *katamā*, au sein de cette ville, le lieu d'habitation du roi est bien désigné par *bēta neguś*⁴². Néanmoins, il semble que pour ce document, il faille chercher un sens plus large à ce terme, notamment parce qu'il est aussi utilisé avec une autre acception dans sa deuxième partie, avec l'expression « *bēta neguś* du *nebura ed* », le *nebura ed* étant le chef laïc de l'église d'Aksum. Álvares, qui est le chapelain d'une ambassade portugaise, voyage durant la décennie 1520 en Éthiopie dans une caravane bénéficiant de privilèges diplomatiques. Les membres de cette ambassade sont reçus dans le Tigrāy, depuis Debārwā jusqu'à l'Ambā Sanāyt, dans des maisons représentant le pouvoir royal qui s'appellent des *bēta neguś* et qui leur permettent de faire des escales sur la route menant vers l'Amhara où réside le roi. Son récit de voyage est une source privilégiée pour comprendre l'Éthiopie de cette période et nous renseigne sur les *bēta neguś* :

Et auparavant dans d'autres pays nous nous étions arrêtés dans des maisons semblables : personne ne les utilise à l'exception des seigneurs qui y font résidence en l'absence du roi. Le peuple respecte ces maisons à tel point que les portes en sont toujours laissées ouvertes, et que personne n'ose prendre l'initiative d'y entrer, sauf si le seigneur y est présent. Et lorsqu'il s'en va, on laisse les portes ouvertes, des lits prêts à l'usage et un endroit pour préparer un feu et faire la cuisine.⁴³

Le *bēta neguś* est donc, selon Álvares, un lieu permettant aux représentants du pouvoir royal d'exercer leur autorité ou, à défaut, de faire respecter leur statut. Cette définition élargie de « Maison du roi » est congruente à la tradition orale actuelle de Ḥawastā⁴⁴.

27. D - Ad Mesnā.

28. E, A2, A1, Z - 10 *entalām* ekel ; T - 10 *čān* ekel ; D - 5 *entalām* eke.

29. E, D, A2, T, Z - 10 ma'ār ; A1 - 10 *gabātā* ma'ār.

30. E, D, A2, A1, Z - *entalām* mabā'e ; T - *čān* mabā'e.

31. E, D, A2, Z - *kā'ebo* qeb'e ; A1 - *kābo* qeb'ā malanes ; T - *lādān* qeb'e.

32. E, D, A2, A1, Z - 5 *entalām* ekel ; T - 5 *čān* ekel.

33. E, D, A2, A1, T, Z - 5 ma'ār.

34. E, D, A2, A1, Z - 5 *farğ* ; T - 5 *šamā*.

35. E, D, A2, A1, Z - *entalām* mabā'e ; T - *čān* mabā'e.

36. E, D, A2, A1, Z - *kā'ebo* qeb'e ; T - *lādān* qeb'e.

37. E, D, A2, Z - 85 *entalām* ekel ; T - 85 *čān* ekel ; A1 - 55 *entalām* ekel.

38. E, D, A2, T, Z - 85 ma'ār ; A1 - 60 ma'ār et 5 *šamā*.

39. E, D, Z - 11 *entalām* mabā'e ; T - 11 *čān* mabā'e ; A2 - 14 *entalām* mabā'e ; A1 - 8 *entalām* et 4 *gabātā* mabā'e.

40. E, D, A2, Z - 3 *gabātā* eṭan ; T - 3 *mā*[degā] eṭan.

41. E, D, A2 - 3 *gabātā wa-maslas* qeb'e ; Z - 3 *gabātā wa-maslas* qeb'e ; T - 3 *mādegā* ka-3 *lādān* qeb'e ; A1 - 2 *gabātā kā'ebo* qeb'ā malanes.

42. Voir, par exemple, les chroniques de Zar'a Yā'eqob [Perruchon 1893 : 27] ou encore M. Kropp [*op. cit.* : 85].

43. Traduction française d'après Álvares [Beckingham et Huntingford 1965 : 167].

44. Informations recueillies auprès d'Ato Walda Giyorgis Hāyla Māryām (87 ans) en mars 2015, un des sept représentants actuels des *bālabāt* d'Aksum et qui a été pendant plusieurs décennies, sous le régime impérial, administrateur et juge de Ḥawastā. Nous nous sommes rendu à Sagamo en sa compagnie.

Fig. 2. Les districts de Ḥawastā et Ḥambarā.

Ainsi, la terre de Sagamo serait l'endroit où s'installaient le roi ainsi que tous les détenteurs d'un pouvoir politique lorsqu'ils venaient à Aksum. Ils ne pouvaient demeurer plus près d'Aksum car le pouvoir divin de l'Arche conservée dans l'église de Şeyon Māryām ne pouvait coexister avec un quelconque pouvoir terrestre. L'endroit exact où demeurerait le souverain serait aujourd'hui une « ruine », totalement invisible sous la couche de sédiment, située sur le plateau à l'ouest de la colline de Dabra Enq^{wu}, au lieu-dit Ana Takastā⁴⁵. Cela semble un endroit idéal pour accueillir le camp royal ou tout autre hôte de marque : à trois heures de marche facile d'Aksum, sur un plateau protégé sur plusieurs faces par des déclivités, avec un promontoire pour la surveillance, une rivière pour l'eau, dans une région agricole bien mise en valeur. Par ailleurs, c'est sur les terres de Sagamo et Dabra Enq^{wu} que les scribes prélevaient un quart du tribut : il est donc probable qu'ils s'installaient là et qu'ils y comptabilisaient les denrées perçues.

Du récit d'Álvares jusqu'aux informations récentes, la Maison du roi nous offre l'exemple d'une multiplication de la présence royale dans l'espace, d'une véritable territorialisation du pouvoir qui multiplie ces points d'ancrage dans l'ensemble du royaume, tout en y associant un contrôle sur les ressources. Un autre exemple, analysé par ailleurs⁴⁶, éclaire ce double contrôle de l'espace par la contribution en denrées fiscales et par la nécessité de mettre les communautés religieuses et paysannes au service du pouvoir royal, représenté par le *bēta negus*.

Ḥawastā est divisé en vingt entités territoriales, dont certaines sont composées de deux,

parfois trois terroirs, tandis qu'Ḥambarā est divisé en six à douze entités territoriales selon les manuscrits. On voit bien là la dimension politique et construite du terme pays (*hagar*) qui désigne l'ensemble des territoires soumis à cet impôt. Pour chacune de ces divisions une liste est dressée de ce qui est dû en quantité de grains, de miel, de pièces de coton et d'huile – quatre produits tributaires extrêmement classiques – ainsi qu'en offrandes pour l'église et en encens. Une somme totale de chacun de ces produits est donnée au final. La répartition est souvent identique et on pourrait penser que le découpage spatial garantirait une certaine équité dans les contributions des territoires ainsi définis. Il semble pourtant qu'il y ait de réelles inégalités. Par exemple deux territoires de Ḥawastā, Dembaza et Nawih Eger, doivent supporter les mêmes taxations quand le premier est l'une des plus riches plaines de Ḥawastā et le second un espace de taille réduite aujourd'hui impropre à toute culture, peut-être rendu inculte du fait d'une surexploitation. Bien sûr, les modifications de la qualité des sols et des sources souterraines sont difficiles à appréhender. Néanmoins, il faut garder en tête que cette liste possède son propre caractère symbolique et formel, peut-être quasiment incantatoire.

45. Sa position exacte est : 13° 59'5.86 de latitude N et 38°39'45.61 de longitude E.

46. Voir la longue liste de taxations des produits agricoles sur l'ensemble de la région du Bagemder, du Dambyā et du Goḡḡām oriental, préservée dans le registre d'archives de Qomā Fāsīladas [Wion 2012 : 135-138].

LE GRAIN (*EH*EL) : CE QUI SE CONSERVE

La denrée qui est mentionnée en premier est le grain. Il peut s'agir de céréales comme le *teff*, l'orge, le blé, le sorgho mais tout aussi bien de légumineuses (pois, lentilles, fèves). La catégorie de *ehel* se rapporte à ce qui a été semé, en opposition avec ce qui a été planté, selon la classification proposée par Clarisse Guiral⁴⁷. C'est donc, si l'on va plus loin, ce qui peut être conservé d'une année sur l'autre. Céréales et grains sont des denrées centrales dans l'alimentation des hauts plateaux mais aussi des denrées fiscales de premier choix. Il est rare que le type de grain soit spécifié dans un texte car les paysans fournissent en fonction de ce qu'ils ont semé, récolté, suivant la disponibilité à tel ou tel moment de l'année et suivant la rotation de leurs cultures et des produits disponibles. Cette flexibilité facilite grandement le recouvrement de l'impôt puisque chaque territoire se doit de contribuer quelles que soient ses récoltes. Mais tous les grains n'ont, bien entendu, pas la même valeur. Citons en contre-exemple rarissime, un *gult* royal du XVIII^e siècle qui précise qu'un tiers du grain tributaire doit être versé en *teff*, la céréale la plus valorisée en Éthiopie. Les bénéficiaires d'un tel privilège sont un noble très influent et sa famille, proche du roi et l'un des chefs du principal parti de gouvernement à la Cour⁴⁸.

Dans notre document, les quantités de grain sont exprimées en *entalām* (E, A1, A2, Z) ou en *čān* (D, T), deux mesures équivalentes à ce qu'un animal de bât peut porter⁴⁹. Chaque territoire doit contribuer à hauteur de cinq charges ou bâts à Hawastā et à dix dans la région de Hambarā. Seuls cinq territoires sont

exemptés de cet impôt car ils contribuent différemment. Ainsi, même si Hambarā est composé de moins de territoires que Hawastā, au total, chacun des deux districts doit la même quantité de grains à savoir 85 *entalām/čān* chacun (en total réel) ou 75 et 85 (en total exprimé). On a donc entre 160 et 170 *entalām* ou *čān* de grains à chaque recouvrement de l'impôt pour la Maison du roi, dont rien ne permet de deviner la fréquence. L'*entalām* pouvant être compris entre 200 et 400 litres, cela fait entre 32 000 et 68 000 litres de grains. Il y a là de quoi préparer de l'*enğera* (la galette de *teff*), du pain, des purées de pois mais aussi de la bière dont la céréale, notamment l'orge, est la principale composante.

47. « Les plantes ainsi mises en terre sont respectivement nommées par les termes amhariques *ehel* et *atekelt*. Les *erša mārēt* renferment des *ehel*, semés à la volée ; quant aux *atekelt bota*, ils abritent plutôt des *atekelt*, plantés. Cette dichotomie fondamentale entre le semé et le planté a une « valeur classificatoire primordiale » [...] » [Guiral 2009 : 106].

48. « Ms. British Library Orient 481, fol. 208va : le roi Bakāffā (1721-1730) donne des *gult* à une église et précise que les revenus doivent être répartis entre les clercs et *abatē* Niqolāwos, grand-oncle de Mentewāb. Sur un tiers de terres, trois intendants doivent verser ce qui était auparavant une taxe royale aux enfants de Niqolāwos. Celle-ci se monte à 12 *čān* et 6 *mādegā* [de grain] dont un tiers doit être payé en *teff*. La taxe due aux intendants eux-mêmes pour une terre labourée par cinq paires de bœufs est de 12 [mesures de] miel et de 120 barres de sel » [Haddis Gebre-Meskel 1992 : 103].

49. Les deux termes *čān* et *entalām* sont équivalents. Le terme *čān* est encore aujourd'hui compris et même utilisé dans certaines régions des hauts plateaux éthiopiens, contrairement à *entalām*. Voir, par exemple, Perruchon [1907 : 22] pour un usage médiéval de *entalām*.

LE MIEL (*MA'ĀR*) : UN PRODUIT DIFFICILE À QUANTIFIER

La deuxième denrée que Ḥawastā et Ḥambarā doivent procurer à la Maison du roi est le miel. Principale source de sucre sur les hauts plateaux éthiopiens, le miel est utilisé essentiellement pour la fabrication du *teḡḡ*, l'hydromel si prisé dans les banquets, boisson honorifique distinguant l'élite de la paysannerie⁵⁰. C'est une denrée fiscale mainte fois mentionnée dans les textes éthiopiens. S'il faut citer un seul exemple, ce sera celui du récit autobiographique à l'humour caustique de James Bruce [1790 : 92-93], noble écossais ayant vécu en Éthiopie au début de la décennie 1770, fort bien introduit à la Cour et à qui la reine-mère avait fait attribuer quelques terres en *gult*. Bruce ironise sur le maigre tribut que lui rapportent ses terres : à deux reprises, il lui est apporté quelques jarres de miel. La première fois, il se fait subtiliser son dû par quelqu'un d'autre, ce qui montre le parcours parfois imprévisible ou tout du moins incontrôlable des produits perçus, depuis le producteur jusque, en haut de la chaîne, le seigneur domanial. La seconde fois, le miel butiné sur des fleurs de lupin est si amer qu'il est inutilisable.

La quantité de miel due par les terres de Ḥawastā et Ḥambarā est de cinq *mādegā*⁵¹ pour la première région et de dix pour la seconde. Aujourd'hui, tous les informateurs dans la région d'Aksum sont unanimes pour dire que 8 *mādegā* sont équivalents à un *entalām*. Il y aurait donc un rapport de 1 à 8 entre la quantité de grain fournie et celle de miel, sur l'ensemble de cet impôt. La plupart du temps, l'unité n'est pas mentionnée dans notre document et les pays doivent « 5 miel » ou

« 10 miel ». Les mesures de miel sont effectivement, dans les textes éthiopiens, très rarement précisées⁵². Il pourrait s'agir de miel en ruche ou en rayon, la présence de la cire permettant une conservation plus longue du miel en évitant sa fermentation liée au sucre. Ici on suppose, qu'étant la plus courante, c'est l'unité *mādegā* qui prévaut. Cela est difficile à quantifier car les mesures de *mādegā* données par les voyageurs tout au long du XIX^e siècle varient de 16 à 90 litres, selon les régions, les époques et les observations⁵³.

D'autres unités de mesure sont aussi utilisées. Ainsi le manuscrit A1 mentionne, pour Ad Mesgānā, dix *gabātā*, là où les autres copies ne précisent pas l'unité. Ce qui paraît très curieux par ailleurs, c'est que la toute première terre de Ḥawastā, Sih Tambuk, doit

50. Pour une synthèse sur les usages du miel dans les hauts plateaux éthiopiens, voir Guindeuil [2010].

51. Voir R. Pankhurst [1969b : 133] pour la compilation des sources, pour le tableau comparatif entre différentes mesures [*ibid.* : 138] et uniquement pour mesurer le miel [*ibid.* : 150].

52. Un excellent exemple se trouve dans l'attribution d'un *gult* à l'église de Pārāqlīṭos par Lebna Dengel au début du XVI^e s., qui spécifie que le tribut sur cette terre est de « 30 [mesures de] miel plus 4 [mesures de miel] comme *makwašo* » – majoration en cas de retard de paiement de l'impôt – et « beaucoup de grain » (sic). British Library Or. 481, fol. 132v [Haddis Gebre-Meskel, *op. cit.* : 89].

53. C'est là d'ailleurs la principale faiblesse méthodologique de l'étude compilatoire de R. Pankhurst [1970]. Il cite pêle-mêle un grand nombre de sources sans prendre en compte leur contexte. Par exemple, concernant les Européens, les compétences et la culture de chacun ne sont jamais évaluées, alors que le système métrique ne s'est imposé que lentement en Europe.

cinq *q^warā'e*⁵⁴ de miel selon quatre manuscrits, et cinq *mečat* selon le manuscrit T, manuscrit dans lequel figure la seule mention de cette mesure extrêmement rare⁵⁵. La mesure *q^warā'e* apparaît aussi pour les terres des « deux La'eso » d'une part et Ad Egzi, Akramā et Ad Makwadā, d'autre part, qui doivent dix *q^warā'e* de miel, (sauf T pour lequel il s'agit de dix *ladān*). On a donc un équivalent entre le *q^warā'e* du corpus A1, A2, E, Z, D avec les unités *mečat* et *ladān*⁵⁶ du manuscrit T.

Pourquoi utiliser ces unités rares en début de liste que sont *q^warā'e* ou *mečat* ? Il est possible qu'elles soient des témoins d'une version plus ancienne de la liste, telle une fossilisation lexicale rappelant l'ancienneté et donc la légitimité d'un tel document fiscal. De la même façon, dans le manuscrit A1, le total pour la région de Ḥawastā est exprimé par 85 *dabrē*⁵⁷, autre unité peu commune. Or en additionnant toutes les contributions en miel et en les considérant comme mesurées en *mādegā*, on arrive à 85 *mādegā* ce qui correspond aux 85 *dabrē* et rejoint la thèse de l'utilisation dans la comptabilité écrite d'unités de mesure « fossiles », uniquement compréhensibles pour des comptables lettrés. En imposer – c'est le cas de le dire – par un vocabulaire érudit est l'une des nombreuses façons de faire du document écrit un objet de contrôle et de pouvoir. Au total, Ḥawastā et Ḥambarā doivent environ 160 *mādegā* de miel, soit, si on retient 30 litres de valeur approximative moyenne, environ 480 litres de miel.

LE COTON : UNE HAUTE VALEUR D'ÉCHANGE

La troisième denrée perçue sur « le pays de la Maison du roi » est le coton. Il s'agit de

pièces filées et tissées. L'impôt est toujours perçu avec des pièces de coton, ni la fibre brute ni les bobines de fils n'étant des produits fiscaux, tous les documents administratifs en ge'ez comme les sources européennes sont sans ambiguïté à ce propos. Les pièces de coton sont un produit fiscal courant dans la documentation éthiopienne et nombreux sont les textes les mentionnant comme étant une monnaie importante sur l'ensemble du territoire. De plus, il semble que l'habitat semi-nomade de la Cour en camp de tentes ait nécessité de grandes quantités de coton.

Selon notre document, chaque entité territoriale de la région de Ḥawastā doit du grain (5), du miel (5) et de l'huile (1) et aussi cinq pièces de coton. Trois territoires de Ḥawastā néanmoins sont exemptés d'autres produits et ne doivent fournir que des pièces de coton. Ces terres sont Ad Q^wolāq^walāt qui en doit huit, Ad Gazāy sept et surtout Bilangi trente. Au total, Ḥawastā doit 120 pièces de coton.

54. *Q^werā'e* (sic) est mentionné dans le dictionnaire amharique de d'Abbadie [1881 : col. 271] et dans le *Supplemento* de Guidi [1940 : col. 84] comme étant une mesure de miel. Thomas Kane [1990 : 737] reprend *Supplemento* sans ajouter d'information.

55. Pour T. Kane [1990 : 254] *mečat* est, dans la région du Bagemdēr, une variante de *menčat* et signifie « jar », « pot ». Quant à *menčat*, il le définit comme un petit pot de terre pour faire chauffer l'eau ou le *genfo* [*ibid.* : 271].

56. *Ladān* est bien considérée comme une mesure de miel, équivalent à 48 litres selon Sapeto puis Alamani [cités par Pankhurst 1969b : 149].

57. Kane [1990 : 178] définit *dābrē* comme « a large pottery vessel, crock, ewer ».

Au contraire, à l'exception d'un territoire⁵⁸, Ḥambarā ne doit pas de pièces de coton du tout.

Le coton se cultive en basses terres et en zones humides ou irriguées ce qui signifie qu'il ne peut pousser ni sur les terres de Ḥambarā ni sur celles de Ḥawastā⁵⁹. Il s'agit donc bien d'un impôt sur un produit fini, résultant de la transformation d'un produit brut, d'abord par le travail du filage puis par celui du tissage. Le coton le plus proche poussait probablement dans la vallée du Tākāzē, située plus au sud. Cet impôt en pièces de coton signale peut-être la présence d'artisans dans la province de Ḥawastā et leur possible absence dans la région voisine de Ḥambarā. Ḥawastā est située sur une route, qui mène à la région de Adēt où les traditions locales rapportent que vécut une importante communauté d'artisans⁶⁰.

Il est aussi possible d'imaginer un système encore plus encadré : du coton venant de greniers royaux serait distribué à des tisserands qui le filaient et le tissaient pour le compte du roi. Ce système a en effet existé, à la période contemporaine et dans le Šawā, comme en témoigne Gebre-Wold Ingida-Work [1962 : 309] :

The above named togas were made by government weavers who owned land. The weaver received the cotton from the government treasury and returned the woven cloth to the treasury. Some *rist* holders provided the raw cotton and the weaver from their own purse and paid the woven cloth as a tax. The general name given to all lands held by *gebbars* who paid the above named items of clothing was *fetay meret*. It was given to government officials of different ranks.

À l'inverse, on peut aussi penser que le filage et le tissage du coton sont des activités de morte saison des paysans, et qu'il ne s'agit en rien d'activités artisanales spécialisées. Il est difficile aujourd'hui de se figurer à quelle structuration sociale a pu répondre cet impôt sur les territoires de Ḥawastā.

Les manuscrits E, A2, Z, A1 utilisent le terme *farğ* qui, aujourd'hui au Tegrāy, est difficilement compris. C'est, selon Pankhurst

58. Ici encore il y a une exception (terre de Zangwi) qui pourrait être une erreur due au principe de la « case vide », décrit par Goody [1977], qui veut que l'établissement d'une liste provoque le réflexe de remplir les catégories manquantes. Ce qui pousse à considérer cela comme une erreur, c'est que le total pour Ḥambarā ne tient pas compte de cette « erreur » et ne mentionne aucunement les pièces de coton dans la contribution totale de la région. Le ms A1, qui est très littéral et semble plus éloigné des réalités aksumites (comme en témoignent les nombreuses erreurs dans la toponymie), a bien reporté dans le total l'erreur du scribe.

59. « Cotton was a crop important in the lowlands to the west and east. Graham described Ethiopia's cotton varieties as "more luxuriant than any species I ever saw in India"; the eastern Ifat variety that he saw below Ankober produced for five years, after which the plants were stumped and oversown with grain. Shoots from the old stumps then regenerated, producing two more cotton harvests. Cotton's characteristics as a perennial crop with a low-land range, however, conflicted with ox-plow farming, so it was rarely integrated into highland ox-plow farms » [McCann 1995 : 53]. Voir aussi D. Graham [1844] et l'article de E. Nicholson [1960], qui recense les étapes de domestication du coton en Éthiopie et la plupart des sources historiques exogènes décrivant sa culture.

60. Entretiens réalisés à Mong'oy, avec un vieil historien laïc, et au monastère de Dabra Gannat, avec plusieurs membres du clergé, en octobre 2014 et mars 2015.

[1970], un terme amharique (*farǧ*) aussi bien que tigréen (*farǧi*), qui désigne la quantité de coton tissé nécessaire pour faire un vêtement et qui aurait valu au début du XX^e s. jusqu'à deux thalers autrichiens⁶¹. C'est un terme existant déjà en ge'ez [Leslau 1991 : 165]. Dans T et D est utilisé le terme *šāmā* c'est-à-dire celui aujourd'hui communément usité et compris sur l'ensemble des hauts plateaux chrétiens. Dans les manuscrits produits à Aksum, à l'exception de Z, il s'agit d'un vocabulaire plus courant car plus moderne.

LES HUILES VÉGÉTALES : DU GÉNÉRIQUE AU PARTICULIER

Le quatrième produit est la matière grasse, désigné par le terme générique *qeb'e* qui désigne une substance grasse et liquide [Kane 1990 : 764], c'est-à-dire une huile, mais peut-être par extension du beurre. Le corpus A2, E, Z mentionne un *ka'ebo*⁶² d'huile pour chaque entité territoriale de Ḥawastā devant la contribution type de cinq grain, cinq miel, cinq coton. Dans les manuscrits T et D, l'unité de mesure change et il y est prescrit un *ladān* d'huile. Dans le D il est précisé qu'il s'agit d'huile de *nug* (Nyger ou Guizota Abbyssinica), on y reviendra. Enfin le manuscrit A1 reste sur la mesure *kābo* (qu'il amharise) mais utilise parfois le terme *qebē* qui signifie « beurre clarifié », tout en spécifiant dans ses totaux que la contribution est faite de *qeb'e malans*, c'est-à-dire d'huile végétale⁶³. Cette contradiction apparente provient probablement d'une interprétation du copiste qui transforme *qeb'e* en *qebē*. Pour Ḥawastā, la seule exception à cette règle – 5 grain, 5 miel, 5 coton et

1 huile – concerne la terre de Ad Qaranqarā qui ne doit pas d'impôt en huile⁶⁴.

Pour les pays de Ḥambarā, les contributions sont plus diversifiées. Néanmoins, s'il fallait définir une norme elle serait de 10 grains, 10 miel, 1 *mabā'e* et 1 huile. Or il y a trois exceptions à cette norme. Un territoire, Qašalo, doit un *nefq*, c'est-à-dire deux *ladān* ou deux *ka'ebo*, et ce double impôt en huile s'explique car ce pays ne doit ni grain, ni miel (et ni coton comme c'est la norme pour Ḥambarā). De même, pour E, A2 et Z, deux terres, Enāqwalē et Ad Gabso doivent un *me'ero* d'huile, ou deux *qunā* selon T, ce qui est moins que les terres qui doivent un *ka'ebo*, et probablement deux fois moins car ces terres contribuent aussi deux fois moins que les autres en grain et en miel, ainsi que pour le *mabā'e*, c'est-à-dire l'offrande pour l'église comme on va le voir plus bas. Ici, on

61. Conti Rossini [cité par Pankhurst 1970 : 73-74].

62. La mesure *ka'ebo* est assez rare. Étymologiquement, cela signifie « double » en ge'ez, et Kane [1990 : 1414, 1447] le définit comme une « mesure de 4 *qunā* », d'après le dictionnaire amharique de Desta Takla Wald [1962 E.C.]. Le *Supplemento* de Guidi [1940 : 158] ne donne que le *Liber Aksumae* comme source pour cette mesure ! Pankhurst [1969b : 143] la rapproche de ce que James Bruce nomme la *cuba*.

63. *Malans* est un terme rare qui semble signifier la même chose que *nug* : *Guizotia oleifera* (Ge'ez) [Kane 1990 : 154]. Pour W. Leslau [1991 : 345], « oil seed plant (in Amh.) » et pour Kidāna Wald Kāflē [1948 EC : 546], « *tequr kamun* ; *nug yamimesl* ». Il s'agit donc bien, si ce n'est du *nug*, d'une plante oléagineuse à graine noire.

64. Seul T indique que la terre de Ad Meker doit un *ladān* d'huile, mais il peut, ici, s'agir d'une erreur.

peut dire avec certitude et grâce aux équivalences fournies par le manuscrit T que deux *me'ero* égalent un *ka'ebo* qui équivaut à 1/2 *nefq*.

Il y a donc bien un problème d'équilibre dans la répartition des parts, qui s'explique peut-être en partie par la nature et la surface du territoire, mais peut-être par d'autres tenures sur les terres. Ainsi la terre de Ad Gabso a-t-elle été donnée, au début du XVI^e siècle, par le souverain Lebna Dengel à un pèlerin afin de couvrir ses frais pour se rendre à Jérusalem et sa gestion fut confiée à l'église d'Aksum [CRLibAks II.37]. La Maison du roi ne percevait alors plus que la moitié du tribut. La terre de Enāqwalē, quant à elle, est l'objet de convoitise puisque le roi Iyasu, à la fin du XVII^e siècle, stipule qu'elle doit être rendue à Aksum à qui elle appartient en *gult* [CRLibAks II.64].

La seule précision qui est donnée sur la nature de cette huile est portée dans le manuscrit D, qui mentionne un impôt en huile de *nug* pour les terres de Ḥawastā. Or, on sait que parmi les huiles végétales produites traditionnellement en Éthiopie, il y a aussi celle de sésame, de lin, de carthame, et que l'huile de *nug* est la plus appréciée [Chouvin 2003], et cela probablement de façon durable. Ainsi, au début du XVI^e siècle, Álvares rapporte qu'à la frontière entre le Tigrāy et l'Angot, les habitants cultivent de grandes quantités de *nug* afin de produire de l'huile [Beckingham et Huntingford 1961 : 189]. À peine un siècle plus tard, c'est au tour de Pero Paez de témoigner de cet usage du *nug* pour produire de l'huile⁶⁵. De toutes ces plantes oléagineuses, seul le sésame pousse en basses terres, le *nug*,

le carthame et le lin poussent entre 1 500-1 600 et 2 000-2 100 m, soit aux gradients d'altitude de Ḥawastā et Ḥambarā. Le *nug*, que l'on voit aujourd'hui souvent comme plante complémentaire du *teff*, du fait de son rôle protecteur contre le bétail et les adventices [Chouvin 2003], était-il cultivé systématiquement en culture majoritaire ? Une autre question est celle de la possibilité d'effectuer des mélanges d'huiles, une pratique pas du tout attestée aujourd'hui. En effet, en l'absence de précision sur le type d'huile à fournir, dans la majorité des manuscrits de notre corpus, on peut imaginer que celles-ci étaient d'origine diverse. Devaient-elles être fournies et ensuite stockées séparément, ou pouvaient-elles être mélangées ?

OFFRANDE ET ENCENS POUR L'ÉGLISE, TRIBUT POUR LES SCRIBES

Enfin, une dernière grande catégorie apparaît dans cette liste de perception, il s'agit du *mabā'e* ou « offrande à l'église ». Cette contribution est ordinairement due en grain et, ici, si le produit n'est pas précisé, l'unité de mesure employée (*entalām* ou *čān*) est sans équivoque, il s'agit bien de grains. Ḥawastā ne doit pas de *mabā'e*, à l'exception de sa première terre. C'est Ḥambarā qui prend entièrement à sa charge cette contribution, à raison de un *entalām* (ou *čān*) par territoire, c'est-à-dire dix ou cinq fois moins que pour l'impôt général en grain. Deux territoires, Enāqwalē et Ad Gabso,

65. « They have sesame and another seed that they call *nug*, like linseed but black, from which they make a lot of oil, because they have no olive oil » [Paez 2011, livre 1, chap. 25 : 240].

dont on a déjà vu qu'ils contribuent deux fois moins que les autres, doivent un *yāhit*, selon le corpus majoritaire, ou 4 *mādegā* selon T. *Yāhit* est une mesure tigréenne et on comprend ici qu'elle équivaldrait à la moitié d'un *entālām*, ce qui est confirmé par d'autres sources [Conti Rossini 1943 ; Pankhurst 1969 : 116-117].

Álvares mentionne l'importance du *mabā'e* à Aksum au début du XVI^e siècle :

[les prêtres et moines d'Aksum] ont d'importants revenus, et en plus de ces revenus, ils reçoivent chaque jour quand la messe est terminée un repas qu'ils appellent *maabar* [*mabā'e*] fait de pain et de vin local. Les moines ont le leur et les prêtres de même, et ce *maabar* est si copieux que les moines mangent rarement autre chose⁶⁶.

En sus de cette nourriture quotidienne du clergé aksumitain, une seule terre doit à l'église un unique tribut en encens, à hauteur de 3 *gabātā* ou *mādegā* (T). Pourquoi et comment contribue-t-elle en encens ? Peut-elle en produire ? Auquel cas cette terre, dont la localisation demeure inconnue, serait plutôt située dans des basses terres où se trouvent les arbres à résine susceptibles de produire de l'encens. Ou bien cette terre était-elle juste chargée de se procurer à ses frais de l'encens, denrée qui circulait largement sur la route de commerce en direction de la mer Rouge ?

Enfin, les scribes ne se sont pas oubliés. Ils sont en charge de la comptabilité, non seulement de celle que l'on trouve dans les archives sous la forme notamment de notre document, mais aussi de la comptabilité courante qui n'a pas été préservée. Ils n'ont pas

omis de mentionner dans le texte ce qui leur était dû, à savoir un quart du tribut dû par les terres de Dabra Enq^wu et Sagamo (n° 3). Le texte est assez ambigu – en l'absence d'un distributif – et il est difficile de savoir s'il s'agit d'un quart du dernier produit mentionné, l'huile, ou de l'ensemble de ce tribut. La dernière solution semblerait plus logique.

Ḥawastā et de Ḥambarā doivent donc aussi contribuer aux besoins de l'église d'Aksum et on comprend par ce biais que c'est bien l'administration aksumite qui gère ces terres et, qu'à ce titre, elle s'octroie aussi une partie des produits tributaires⁶⁷.

Les différences entre des copies datables de ce document permettent d'observer la rationalisation progressive et les évolutions des systèmes de mesure. Si l'on admet que sa matrice originale date du début du XV^e siècle, du fait de l'appartenance de ce document au corpus de textes mis en place par le roi Zar'a Yā'eqob pour administrer Aksum, on peut voir dans les mentions des mesures les plus inusitées des survivances du système médiéval (*q^warā'e*, *dabrē*, *mečāt*). Mais surtout, c'est entre les copies datables de la période gondarienne (fin XVII^e s.) et les copies aksumites du XX^e s. qu'on observe une tentative radicale de rationalisation, par la diminution du nombre de mesures utilisées et par des équivalences simplifiées.

66. Beckingham et Huntingford [1961 : 160].

67. Voir aussi la description du *mabā'e* d'Aksum donnée par G. Villari [1938 : 11-12] lors de la période d'occupation italienne. Les similarités et les différences avec nos documents requièrent une analyse à mener ultérieurement.

Équivalence des unités de mesure

Denrées tributaires	Corpus gondarien (E, A1)	Corpus aksumite moderne (T, D)
GRAIN ET OFFRANDE À L'ÉGLISE	<i>entalām</i> <i>yāhit</i> (1/2 <i>entalām</i>)	<i>čān</i> 4 <i>mādegā</i>
MIEL	<i>q^warā'e</i> <i>mādegā</i>	<i>mečat</i> ; <i>lādān</i> <i>mādegā</i>
HUILE	<i>me'ero</i> <i>kā'ebo</i> <i>nefq</i>	2 <i>qunā</i> <i>lādān</i> 2 <i>lādān</i>
COTON	<i>farğ</i>	<i>šāmmā</i>
TOTAUX	<i>gabata</i> <i>dabrē</i> <i>maslas</i>	<i>mādegā</i> <i>mādegā</i> 3 <i>lādān</i>

L'impôt pour les commémorations royales et les fêtes mariales

Le document comptable dressant la liste des contributions perçues sur Ḥawastā et Ḥambarā n'est pas terminé. Dans tous les manuscrits connus, il est composé de deux parties. Par faute de place, nous présentons la version commune aux manuscrits A2, E, Z, T, D, sachant que la version du manuscrit A1 est sensiblement différente et demandera une analyse particulière.

Ḥawastā et Ḥambarā pour chaque pays 3 pièces de coton (*farğ*)⁶⁸ et du travail forcé (*hedād*) pour chaque pays également. Et pour la commémoration (*tazkār*) royal, un *kā'ebo* de miel par pays. Forimā du haut et du bas, 30 *farğ* et *hedād* chaque pays également. Pour le *tazkār* de l'intendant (*gabaz*), Ḥawastā et Ḥambarā [doivent] de l'hydromel non alcoolisé (*berz*) et de la farine. Ad Ašṭatyā 12 *entalām* de grain.

Du *deg^wu'a* Mazutāy 10 *entalām* de grain 10 *mādegā* de miel. Dabra Zakaryās et Onā Mā'ešo 20 *entalām* de grain et 20 *mādegā* de miel. Dabra Salām [qui est le] *bēta neguš* du chef d'Aksum (*nebura ed*) paye en impôt ce qu'il veut. Pour le *tazkār* de Marie, 32 *entalām* de grain de Kwakwuḥ seul.

Zadido et Qaṭatē du grain, les deux sont identiques, et leur impôt [pour le] *tazkār* de Marie est 32 *entalām* de grain.

Et quant à l'*aqāšen* [gouverneur du Tigrāy]⁶⁹ il nomme le *nebura ed* [chef laïc d'Aksum Māryām Šeyon] parmi les *dabtarā* [clergé séculier d'Aksum].

68. T indique *šāmma* pour *farğ*, *čān* pour *entalām* et *lādān* pour *kā'ebo*.

69. La chronique du roi Zar'a Yā'eqob indique que le titre du *Tegrē makwannen* à la période médiévale est *aqāšen*, contraction de *aqāba šenšen*yā [Perruchon 1893 : 50].

Ad Barāh 1 vache (*lāhm*) pour le *tazkār* de l'*aṣē* Dāwit.

Meqmeq 1 vache pour la naissance de Notre Dame.

Ad Rāzā 1 vache pour le *tazkār* de l'*aṣē* Zar'a Yā'eqob.

Pour le *tazkār* de Marie 33 vaches chaque année de Nā'edēr.

Quant au *mabā'e*, 6 *entalām* de Nā'edēr et 3 *mabā'e* de Awl'o.

Au total 9 *entalām* pour le *mabā'e* de Nā'edēr, 12 *entalām* de *mabā'e* de Ḥawastā et Ḥambarā.

On retrouve dans ce document la plupart des terres qui sont mentionnées dans la charte de donation de terres en statut *gult* de Abrehā et Aṣbeḥa puis dans les suivantes. Cette fois-ci, il ne s'agit plus de décrire l'impôt de la Maison du roi mais de préciser de quelle façon et pour quelles occasions les grandes terres environnant Aksum contribuent aux commémorations royales et fêtes mariales. Les produits tributaires sont, ici, élargis aux têtes de bétail car pour les commémorations ou *tazkār*, il est d'usage d'offrir un banquet carné. Néanmoins, la mention de vache (*lāhm*), donc de femelles ordinairement destinées à la production laitière et à la reproduction plutôt qu'à la consommation, peut paraître surprenante. Ici, sont concernés deux *tazkār* royaux, l'un pour la célébration de la mémoire du roi Dāwit (1382-1413) et l'autre pour celle de son fils, le souverain Zar'a Yā'eqob (1434-68). C'est ce dernier qui institutionnalisa et fit écrire l'ensemble des règles régissant les rapports entre Aksum et le pouvoir royal, qui a réformé la liturgie notamment en établissant les fêtes mariales, et qui a très probablement institué cet impôt. L'usage du terme ancien

aqāṣen pour désigner le gouverneur du Tigrāy est une autre indication de la création de ces documents à la période médiévale.

La mention qui stipule que la « Maison du roi du *nebura 'ed* », le chef laïc de l'église d'Aksum peut contribuer librement à l'impôt indique aussi assez clairement qu'il prend, à un moment donné, le contrôle sur la rédaction de ce document ou tout du moins qu'il est largement bénéficiaire de ce document.

Par ailleurs, les trois régions de Ḥawastā, Ḥambarā et Forimā, fournissent du travail forcé, *hedād*. Ainsi les habitants de ces régions, en plus d'être taxés sur leurs productions, sont tenus de travailler pour Aksum. On voit combien Ḥawastā et Ḥambarā restent tributaires d'Aksum, car la somme totale de ce qui est prélevé sur ces plaines semble considérable.

Des denrées qui se conservent

Les denrées perçues sur Ḥawastā et Ḥambarā sont, rappelons-le, le grain, le miel, les pièces de coton et l'huile. En sont exclus le bétail et le travail forcé, l'hydromel non fermenté et la farine – contributions mentionnées dans la seconde partie du document – qui sont destinés à des cérémonies ponctuelles à Aksum. Ainsi les denrées perçues pour la Maison du roi se conservent. D'où plusieurs possibilités, qui ne s'excluent d'ailleurs pas les unes les autres : voyagent-elles ? Sont-elles stockées ? Vendues ?

Tout d'abord, ces denrées peuvent voyager, être apportées au pouvoir royal où qu'il se trouve. On sait que les souverains percevaient des impôts régionaux, dont les modes de collecte demeurent encore mal connus. Il est possible que l'impôt perçu sur « les pays

de la Maison du roi » soit totalement ou en partie transmis au gouverneur de la région, le *Tegrē makwannen*, lorsque celui-ci va remettre au souverain le tribut annuel. Álvares [*op. cit.*] décrit la cérémonie accompagnant la perception de cet impôt, mais il s'attarde davantage sur ses aspects fastueux que sur le décompte des présents offerts. D'autres voyageurs ont tenté de décrire et de définir l'impôt dû par les régions. Ainsi, Barradas⁷⁰, qui vit à Fremona, près d'Aksum, dans le premier tiers du XVII^e siècle, dresse une liste précise de celui dû par les provinces du Tigrāy. Il est exprimé en valeur fiduciaire, en onces d'or principalement. Cela n'est pas incompatible avec une levée en produits agricoles, ceux-ci pouvant être transformés en valeur monétaire. Mais connaître les marchés et les équivalents monétaires qui président à une telle transformation est difficile.

Enfin, puisque ces denrées – grain, miel, huile et pièces de coton – se conservent, elles peuvent être stockées. Si ces produits sont bien destinés à nourrir les personnes qui résident dans les *bēta negus* des environs, alors il est possible d'imaginer un ou des greniers voire des entrepôts gérés par Aksum pour subvenir aux besoins des puissants venant camper dans les alentours et aux voyageurs placés sous leur protection. Dans l'état actuel des recherches, peu d'éléments permettent de nourrir ce tableau, essentiellement parce que l'éclairage n'a pas été mis sur ces questions et que les sources ne les mettent pas en lumière.

Conclusion

Un des enseignements que l'on peut tirer de l'examen de ce document relève de notre

compréhension des multiples niveaux de droits fonciers et d'appartenances politiques. Les terres de Ḥawastā et Ḥambarā sont administrées comme domaine *gult* par l'église d'Aksum, sous caution d'un texte royal à la validité ancienne mais réaffirmée par les rois médiévaux et modernes. Ḥawastā et Ḥambarā doivent un impôt conséquent et précisé de façon inhabituelle à la Maison du roi, le parcellaire étant ici administré de façon très contrôlée, à la fois par le pouvoir royal et par l'administration religieuse. Mais chaque territoire de Ḥawastā et Ḥambarā doit aussi contribuer directement en faveur d'Aksum, pour son *mabā'e* (nourriture quotidienne du clergé), pour lui fournir de l'encens, du travail forcé et pour contribuer à la commémoration de son intendant (*gabaz*). On voit apparaître de façon concrète cette notion stratifiée de la propriété du sol et des droits fonciers qui illustre le modèle théorique du « double domaine » exposé en début d'article.

Par ailleurs, l'analyse de ce document soulève de nouvelles questions. Si ce document est prescriptif, hypothèse la plus probable, alors il permet d'imaginer la capacité de production des territoires définis au moment de sa promulgation, ici probablement au début du XV^e siècle. La variabilité des mesures quantifiant les denrées fiscales au fil des copies peut être un signe d'une adaptation de cette prescription aux réalités agricoles et

70. Barradas [1996 : 1-9]. Voir aussi Pankhurst [1981] pour une présentation des sources européennes mais également éthiopiennes donnant des informations quantitatives sur l'impôt royal dû par les provinces du Nord, chacune assortie d'une cartographie.

sociales. Par ailleurs, qu'un tel document ait été copié pendant plusieurs siècles montre qu'au-delà de sa valeur pragmatique et comptable, il a modelé les pratiques agricoles en imposant à des terroirs une certaine quantité et surtout un certain type de productions obligatoires. On voit comment les pouvoirs, royaux mais aussi locaux, émettent des règlements à forte valeur symbolique et politique qui déterminent les pratiques agraires. La structuration réciproque des pouvoirs politiques et des pratiques agricoles devait nécessairement prendre en compte les contraintes environnementales tout autant qu'elle rétroagissait sur ces dernières. Mais il est encore difficile aujourd'hui d'analyser ce phénomène dans sa dimension environnementale. Il ne faut pas négliger le fait que le terroir que l'on observe aujourd'hui est issu de cette longue interaction entre obligations fiscales, contrôle politique et pratiques paysannes.

Cette étude montre qu'il est possible de sortir de l'impression de monotonie et de superficialité que la documentation foncière éthiopienne dégage et d'accéder à une réelle compréhension de ce que ces documents nous apprennent sur les relations des hommes avec

leur milieu. Bien sûr, il s'agit ensuite d'élargir cette analyse basée sur un document unique – mais inséré dans un vaste corpus – afin de pouvoir approfondir la recherche. Pour ce faire, une démarche micro-historique liant des enquêtes sur place – pour collecter des données géographiques, des informations orales – avec une édition et une analyse exhaustive des corpus archivistiques d'un ensemble territorial semble nécessaire. C'est à ces conditions-là qu'il est possible de saisir les enjeux locaux et particuliers liés au contrôle et à l'exploitation de l'environnement, sans être dupe des enjeux spécifiques de la mise par écrit des documents et de l'histoire propre à chaque corpus administratif. Sera-t-il ensuite envisageable de mettre en série ces données, d'établir des comparaisons, de traiter des données quantitatives ? Il est encore difficile de le dire, notamment on l'a vu, à cause de la grande variabilité des unités de mesure. Néanmoins, il est possible de comprendre localement comment s'agencent les mécanismes de contrôle de l'espace et des ressources naturelles et comment ils interagissent avec la structuration des sociétés des hauts plateaux éthiopiens.

Bibliographie

A1 = Paris Bibliothèque nationale de France, Éthiopien Abbadie 97, manuscrit copié au milieu du XIX^e s. par Arnauld d'Abbadie, frère d'Antoine sur un « manuscrit réputé parfait ayant appartenu au petit-fils du dernier roi Takla Giyorgis » [pour cette citation, Abbadie 1859 : 108-110 ; voir aussi Conti Rossini 1913-1915 : 203].

A2 = Paris Bibliothèque nationale de France, Éthiopien Abbadie 225, manuscrit copié au milieu du XIX^e s. par Antoine d'Abbadie, très probablement à Aksum [Abbadie 1859 : 218-219 ; Conti Rossini 1913-1915 : 203-05].

E = EMMI 50, manuscrit le plus ancien connu de cette compilation, copié par le scriptorium royal de Iyasu I (1687-1706) [Macomber 1975 : 54 ; Heldman 2011].

Z = ms photographié par Pr. Helmut Ziegert à Aksum avant 2005. Date de copie inconnue. Photographies remises par H. Ziegert à l'auteure.

D = ms photographié à Aksum Maryam Şeyon en 1906 par la Deutsche Aksum Expedition dirigée par E. Littmann [Wion à paraître]. Date de copie inconnue. Berlin, Messbildarchiv (n° 232.01 à 232.27).

T = manuscrit conservé à Aksum Maryam Şeyon, compilé et copié par le *qēs gabaz* Takla Hāymanot, puis donné à l'église en 1954 E.C. Photographié par l'auteure en mars 2015.

Abbadie (d'), Antoine — 1859, *Catalogue raisonné des manuscrits éthiopiens appartenant à Antoine d'Abbadie*. Paris, Imprimerie impériale. — 1881, *Dictionnaire de la langue Amariñña*. Paris, F. Vieweg.

Álvares, Francisco — 1558, *Historiale description de l'Ethiopie contenant vraye relation des terres, & pais du grand Roy, & Empereur Prete lan, l'assiette de ses royaumes et provinces, leurs coutumes, loix, & religion, avec les pourtraits de leur temples & autres singularitez, cy devant non cogneues ; préface excusatoire de M. Ian Baptiste Rhamusio*, Anvers, J. Bellere.

Barradas, Manoel — 1996, *Tractatus Tres Historico-Geographici (1634). A Seventeenth Century Historical and Geographical Account of Tigray, Ethiopia*. Translated from the Portuguese by Elizabet Filleul. Edited by Richard Pankhurst. Wiesbaden, Harrassowitz.

Beckingham, Charles F. et George Wynn Brereton Huntingford — 1961, *The Prester John of the Indies :*

a True Relation of the Lands of the Prester John, Being the Narrative of the Portuguese Embassy to Ethiopia in 1520. Cambridge, Hakluyt Society.

Berhanou Abebe — 1971, *Évolution de la propriété foncière au Choa : Éthiopie, du règne de Ménélik à la Constitution de 1931*. Paris, P. Geuthner.

Bruce, James — 1790, *Travels to discover the source of the Nile in the years 1768, 1769, 1770, 1771, 1772 and 1773*. vol. 4. Edinburgh, J. Ruthven.

Chouvin, Elisabeth — 2003, *Gestion des ressources et pratiques paysannes en Éthiopie centrale : le cas des oléagineux*. Thèse de doctorat en ethnobiologie, Muséum national d'histoire naturelle, Paris.

Conti Rossini, Carlo — 1909-1910, *Documenta ad illustrandam historiam. Liber Aksumae* (C.S.C.O., vol. 54 et 58, S.A., t. 24 et 27). Paris, Carolus Poussielgue ; Leipzig, Harrassowitz Verlag. — 1913-1915, *Notice sur les manuscrits éthiopiens de la collection d'Abbadie*. Paris, É. Leroux. — 1943, « Appunti e commenti. Sulle misure di capacità tigrine », *Rassegna di Studi Etiopici* 3 (1) : 94-102. — 1948, « Supplemento : Consuetudini Giuridiche Del Seraé. Parte I. Raccolte Dall'assemblea Dei Suoi Notabili Ad Iniziativa Del Commissariato Regionale Di Addi Ugri », *Rassegna di Studi Etiopici* 7 : 1-128.

Crummey, Donald — 2000, *Land and Society in the Christian Kingdom of Ethiopia, from the Thirteenth to the Twentieth century*. Urbana, University of Illinois Press.

Derat, Marie-Laure — 2002, « Le banquet à la cour du roi d'Éthiopie au XV^e siècle. Dons forcés et contreparties », *Hypothèses* 1 (5) : 267-274.

Gebre-Wold Ingida-Worq — 1962, « Ethiopia's Traditional System of Land Tenure and Taxation », *Ethiopia Observer* 5 (4) : 302-339.

Goody, Jack — 1977, *The Domestication of the Savage Mind*. Cambridge, London, New York, Cambridge University Press.

Graham, Douglas — 1844, « Report on the Agricultural and Land Produce of Shoa. Bengal N. I. of the Mission to Abyssinia », *Journal of the Asiatic Society of Bengal* 148 (13) : 253-296.

Guidi, Ignazio — 1940 [1901], *Supplemento al Vocabolario amarico-italiano*. Rome, Ed. Istituto per l'Oriente.

Guindeuil, Thomas — 2010, « "Pour l'âne, le miel n'a pas de goût". Miel et société dans l'histoire du royaume d'Éthiopie », *Journal des Africanistes* 80 (1-2) : 283-306.

Guiral, Clarisse — 2009, « Diversité des jardins et des stratégies horticoles le long d'un gradient altitudinal en Éthiopie centrale ». Thèse d'ethnobiologie, Paris, Muséum national d'histoire naturelle.

Habtamu Mengistie — 2009, « Rethinking Property and Society in Gondarine Ethiopia », *African Studies Review* 52 (3) : 89-106.

Haddis Gebre-Meskel — 1992, « A Survey of Representative Land Charters of the Ethiopian Empire (1314-1868) and Related Marginal Notes in the British Library, the Royal Library and the Universities Libraries of Manchester and Cambridge ». PhD. of History, London University.

Heldman, Marylin — 2011, « Two Circular Diagrams in a Royal Ethiopic Manuscript (EMML ms. 50) c : Context and Meaning », *Rassegna di Studi Etiopici* 3 : 185-218.

Hirsch, Bertrand et François-Xavier Fauvelle-Aymar — 2001, « Aksum après Aksum. Royauté, archéologie et herméneutique chrétienne de Ménélík II (r. 1865-1913) à Zär'a Ya'qob (r. 1434-1468) », *Annales d'Éthiopie* 27 : 59-109.

Huntingford, George Wynn Brereton — 1965, *The Land Charters of Northern Ethiopia*. Addis Ababa, Institute of Ethiopian Studies / Oxford University Press.

Kane, Thomas Leiper — 1990, *Amharic-English dictionary*. Wiesbaden, O. Harrassowitz.

Kidānā Wald Kāflē — 1948 E.C. (1955-1956), *Maṣahafa sawāsew wa-ḡes wa-mazgaba qālāt ḥaddis*. Addis Abeba, Artistic Printing Press.

Kropp, Manfred — 1988, « The *Śer'atā gebr* : A Mirror View of Daily Life at the Ethiopian Royal Court in the Middle Ages », *Northeast African Studies* 10 (2-3) : 51-87.

Leslau, Wolf — 1991, *Comparative Dictionary of Ge'ez (Classical Ethiopic) : Ge'ez-English/English-Ge'ez, with an Index of the Semitic Roots*. Wiesbaden, O. Harrassowitz.

Macomber, William F. — 1975, *A Catalogue of Ethiopian Manuscripts Microfilmed for the Ethiopian Manuscript Microfilm Library, Addis Ababa and for the Monastic Manuscript Library. Vol. 1 : Project*

Numbers 1-300. Collegeville, Monastic Manuscript Microfilm Library.

Mantel-Niećko, Joanna — 1980, *The role of land tenure in the system of Ethiopian imperial government in modern times*. Warszawa, Wydawnictwa Uniwersytetu Warszawskiego.

McCann, James C. — 1995, *People of the Plow. An Agricultural History of Ethiopia, 1800-1990*. Madison, University of Wisconsin Press.

Nicholson, G. Edward — 1960, « The Production, History, Uses and Relationships of Cotton (*Gossypium* spp.) in Ethiopia », *Economic Botany* 14 (1) : 3-36.

Pankhurst, Richard — 1969, « A Preliminary History of Ethiopian Measures Weights and Values (Part 2) », *op. cit.* 7 (2) : 99-164. — 1970, « A Preliminary History of Ethiopian Measures Weights and Values (Part 3) », *ibid.* 8 (1) : 45-85. — 1981, « An Historical Examination of Ethiopian Tax Revenues From the Northern Provinces (The Land of the *Bahr Nagaal*/Marab-Mellaa and Bogos) in Pre-Colonial Times », *Ethiopian Journal of African Studies* 1 (2) : 7-39.

Paez, Pedro — 2011, *Pedro Páez's History of Ethiopia, 1622 (2 vol.)*. London, Ashgate for The Hakluyt Society.

Perruchon, Jules — 1893, *Les Chroniques de Zar'a Yâ'eqôb et de Ba'eda Mâryâm, rois d'Éthiopie de 1434 à 1478*. Paris, Bouillon.

Shiferaw Bekele — 1995, « The Evolution of Land tenure in the Imperial Ethiopia », in Shiferaw Bekele ed., *An Economic History of Modern Ethiopia. Vol. 1 : The Imperial Era (1941-74)*. Dakar, CODESRIA : 73-142. — 2001, « A historical outline of land tenure studies », in A. Bausi, G. Dore et I. Taddia eds., *Anthropological and Historical Documents on "Rim" in Ethiopia and Eritrea*. Torino, L'Harmattan Italia, « Il politico e la memoria » : 23-46.

Villari, Gerardo — 1938, « I "Gultì" della regione di Axum », *Rassegna economica dell'Africa italiana* 26 (9) : 5-18.

Wion, Anaïs — 2006, « Aux frontières de la codicologie et de la diplomatique. Structure et transmission des recueils documentaires éthiopiens », *Gazette du Livre Médiéval* 48 (1) : 14-25. — 2009, « Le *Liber Aksumae* selon le manuscrit Bodleian Bruce 93 : le

plus ancien témoin d'un projet historiographique sans cesse réactivé », *Oriens Christianus* 93 : 135-71. — 2011, « Promulgation and Registration of Royal Ethiopian Acts in Behalf of Political and Religious Institutions (Northern Ethiopia, Sixteenth Century) », *Northeast African Studies* 11 (2) : 59-83. — 2012, *Paradis pour une reine : le monastère de Qoma Fasilädäs, Éthiopie, XVII^e siècle*. Paris, Publications

de la Sorbonne. — à paraître, « The Golden Gospels and Chronicle of Aksum at Aksum Şeyon Church : The photographs taken by Theodor v. Lüpke (1906) », in Stefen Wenig ed., *In kaiserlichem Auftrag : Die Deutsche Aksum-Expedition 1906 unter Enno Littmann. Vol. 3. : Ethnographische, kirchenhistorische und archäologisch-historische Untersuchungen*, Reichert Verlag Wiesbaden.

· · ·
71

Résumé

Anaïs Wion, *Cinq cents ans de contrôle royal sur les produits agricoles tributaires d'Aksum*

Les chartes foncières produites par les fonctionnaires éthiopiens pour administrer les territoires agricoles aux périodes médiévale et moderne sont peu disertes quant aux questions pratiques de la gestion des ressources. Ces textes codifiés ont avant tout valeur légale et régulent l'accès aux droits fonciers. L'analyse d'un document hors-norme car beaucoup plus pragmatique permet de pallier le silence des sources relatif à l'environnement naturel et agraire. Une liste décrit l'impôt (en grains, miel, pièces de coton et huile) dû par les exploitants des plaines agricoles situées autour d'Aksum, la ville sainte du nord de l'Éthiopie. Cette analyse de la prescription d'un impôt par le pouvoir royal permet de comprendre comment des structurations politiques complexes modèlent les territoires et les pratiques agricoles sur le très long terme (XV^e-XX^e siècle).

Mots clés

Aksum, Éthiopie, impôt, documentation administrative, grain, miel, coton, huile

Abstract

Anaïs Wion, *500 Years of Royal Control over Aksum Agricultural Commodities*

During the medieval and early modern period in Ethiopia, land charters – documents produced by officials to administer agricultural land – have little to say about the practical issues of resource management. These highly codified legal texts focus above all on regulating access to land rights. This paper analyses an unconventional document that is much more pragmatic and therefore partly counterbalances the silence of sources on the natural and agrarian environment. A long list describes the taxes (paid in cereals and beans, honey, cotton cloth and edible oil) due from farmers in the agricultural plains surrounding Aksum, the holy city in northern Ethiopia. This analysis of the royal prescription on taxes also helps clarify how complex political structures shape territories and agricultural practices over the very long term (15th-20th centuries).

Keywords

Aksum, Ethiopia, taxation, administrative documentation, grain, honey, cotton, edible oil